

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/15
15 septembre 2004

(04-3853)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

DÉROULEMENT DES VÉRIFICATIONS (ARTICLE 6.7 ET ANNEXE I DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET ARTICLE 12.6 ET ANNEXE VI DE L'ACCORD SMC)

Communication des États-Unis

La communication ci-après, datée du 13 septembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

La délégation qui a présenté la communication a demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/119), soit aussi distribué en tant que document formel.

Dans un précédent document (TN/RL/W/35), les États-Unis ont évoqué la nécessité d'apporter des clarifications et des améliorations à l'article 6.7 et à l'Annexe I de l'Accord antidumping ainsi qu'à l'article 12.6 et à l'Annexe VI de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) en ce qui concerne les enquêtes sur place (également dénommées "vérifications" par certains Membres). Bien que les Accords contiennent certaines dispositions indiquant quand et comment les Membres doivent mener des vérifications sur place, les États-Unis estiment qu'ils peuvent être améliorés pour clarifier davantage cette importante question.

Bien qu'une vérification sur place ne soit pas obligatoire au titre des Accords, l'article 6.7 de l'Accord antidumping et l'article 12.6 de l'Accord SMC prévoient que l'autorité chargée de l'enquête puisse mener des vérifications sur place, sous réserve de certaines prescriptions en matière de notification et de consentement. La vérification sur place constitue un moyen d'enquête important, qui bénéficie à l'autorité chargée de l'enquête tout comme aux exportateurs/producteurs interrogés. La vérification sur place constitue un moyen important pour l'autorité chargée de l'enquête de confirmer l'exactitude d'une bonne partie des renseignements communiqués par un exportateur/producteur.¹ La vérification offre aussi à l'exportateur/producteur une importante possibilité de confirmer l'exactitude des renseignements qu'il a communiqués, d'éclaircir toute question que l'autorité chargée de l'enquête pourrait avoir ou de dissiper toute confusion. Toutefois, pour atteindre réellement ces objectifs, une vérification doit être correctement menée. En l'absence de procédures de vérification appropriées, le processus non seulement ne sera d'aucune utilité à l'autorité chargée de l'enquête ou à l'exportateur/producteur, mais il pourra même être contre-productif.

¹ L'article 6.6 de l'Accord antidumping et l'article 12.5 de l'Accord SMC disposent que les autorités chargées de l'enquête s'assureront de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées.

L'Annexe I de l'Accord antidumping et l'Annexe VI de l'Accord SMC contiennent des dispositions générales relatives aux procédures de vérification, mais ne donnent pas assez d'indications. Il s'agit d'un domaine important dans les Accords, qui devrait être clarifié. Les États-Unis proposent notamment les précisions suivantes:

- **Description de la vérification:** Les Accords disposent qu'une autorité chargée de l'enquête doit informer suffisamment à l'avance les entreprises devant faire l'objet de la vérification ainsi que le Membre exportateur de son intention de procéder à une vérification et indiquer à l'entreprise la "nature générale" des renseignements qui seront vérifiés ainsi que des autres renseignements à fournir.² Toutefois, pour offrir à l'entreprise une possibilité adéquate de se préparer à la vérification, une autorité chargée de l'enquête devrait aller au-delà de la seule indication de la "nature générale" des renseignements à vérifier. Les autorités chargées des enquêtes devraient être tenues de fournir à l'entreprise, avant la vérification, une description détaillée indiquant les questions devant être examinées ainsi que les pièces justificatives qui seront examinées. L'autorité chargée de l'enquête devrait également être tenue de fournir à l'entreprise qui en fera la demande des précisions ou explications supplémentaires concernant la description de la vérification. Une description détaillée du processus de vérification offrira à l'entreprise une possibilité adéquate de se préparer et, partant, augmentera l'efficacité et l'efficacéité de la vérification tout en réduisant les effets négatifs engendrés par les erreurs et la confusion.
- **Rapports de vérification.** L'article 6.7 de l'Accord antidumping et l'article 12.6 de l'Accord SMC obligent l'autorité chargée de l'enquête à mettre les résultats de l'enquête "à la disposition" de l'entreprise faisant l'objet de la vérification ou à les lui divulguer conformément à l'article 6.9 de l'Accord antidumping et à l'article 12.8 de l'Accord SMC et prévoit que l'autorité peut mettre les résultats à la disposition des requérants. En l'absence de prescriptions plus détaillées concernant les résultats de la vérification, la pratique varie beaucoup selon les Membres. Étant donné l'importance du processus de vérification, les États-Unis estiment que les Accords devraient prescrire explicitement à l'autorité chargée de l'enquête d'établir un rapport de vérification écrit, tous les renseignements confidentiels contenus dans le rapport devant être traités conformément aux dispositions figurant dans les articles 6.5 et 12.4 de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC, respectivement. Le rapport de vérification devrait être suffisamment détaillé pour permettre aux parties intéressées de comprendre parfaitement les questions abordées lors de la vérification et les constatations faites, afin qu'elles puissent pleinement défendre leurs intérêts. De plus, la connaissance des résultats de la vérification peut être essentielle pour qu'une partie intéressée défende ses intérêts d'une manière appropriée. Les États-Unis estiment par conséquent que les Accords devraient exiger que le rapport de vérification (ou une version non confidentielle du rapport, le cas échéant) soit mis à la disposition de *toutes* les parties intéressées, dans un délai raisonnable et suffisant pour qu'elles aient une possibilité adéquate de défendre leurs intérêts.

Le fait d'ajouter des détails aux prescriptions procédurales figurant à l'Annexe I(7) de l'Accord antidumping et à l'Annexe VI(7) de l'Accord SMC favorisera une approche commune de la vérification. Toutefois, les Membres devraient examiner en outre la possibilité de normaliser la description de la vérification ainsi que la structure des rapports de vérification, comme nous l'avons proposé dans notre document précédent (TN/RL/W/35). De telles mesures contribueraient à garantir que les Membres procèdent à des vérifications similaires destinées à obtenir les renseignements nécessaires à la bonne conduite d'une enquête approfondie.

² Annexe I(7) de l'Accord antidumping; Annexe VI(7) de l'Accord SMC.